

Une entreprise basque doit quitter le projet de tramway d'apartheid israélien

Par Alys Samson Estapé, The Electronic Intifada, 12 décembre 2019



Le projet de tramway de Jérusalem est conçu pour renforcer l'occupation militaire de Jérusalem Est par Israël. (Debbie Hill / UPI)

Ouvriers, maires et associations de la société civile

s'unissent au Pays Basque pour s'opposer à la participation de l'entreprise locale à un projet d'expansion du tramway colonial israélien à Jérusalem Est occupée.

Ce projet contrevient au droit international puisqu'il renforce l'emprise d'Israël sur la terre occupée des Palestiniens. En y participant, CAF [constructeur ferroviaire espagnol] contribue aux graves violations des droits fondamentaux des Palestiniens.

En août, un consortium unissant CAF et la société israélienne d'infrastructures Saphir a été choisi par le ministère des finances d'Israël pour étendre le projet de tramway colonial, connu sous le nom de Jerusalem Light Rail (JLR).

CAF et Saphir ont remporté le contrat de 2 milliards \$ pour prolonger le tramway dans davantage de colonies illégales israéliennes, particulièrement à Jérusalem Est, et pour renforcer les moyens de transport entre ces colonies et Jérusalem Ouest.

D'autres multinationales avaient participé aux étapes initiales d'appel d'offres du projet, dont Alstom, Siemens, Systra, Bombardier et Macquarie. Elles se sont pourtant retirées de ces appels, ne laissant que deux consortiums dans les enchères.

« Hors normes »

La publication commerciale israélienne *Globesa* expliquait que les autres entreprises ne s'étaient pas « officiellement

retirées du processus pour raisons politiques », mais a ajouté que « pour la plupart des sociétés internationales de transport et d'infrastructures, Jérusalem est hors normes ».

Des inquiétudes concernant le projet avaient été soulevées, non seulement par des sociétés internationales, mais aussi à l'intérieur de CAF lui-même.

En octobre, le principal comité d'entreprise du siège de CAF à Beasain a renouvelé son appel de janvier pour que CAF se retire du projet, disant qu'Israël veut « légitimer » l'occupation militaire israélienne de Jérusalem Est.

Egalement en octobre, deux syndicats de Saragosse, l'Association Indépendante et la CGT ont dit que CAF devrait se retirer du projet.

Ces syndicats représentent tous les deux les ouvriers de l'usine CAF qui devraient construire les équipements pour le JLR. Ils ont dit que le projet était un « affront aux droits du peuple palestinien ».

Le comité d'entreprise du siège de CAF à Beasain a renouvelé son opposition au projet JLR le 29 novembre, Journée Internationale de l'ONU de Solidarité avec le Peuple Palestinien. Et plus tôt dans la semaine, le conseil municipal du village de Beasain a également voté une motion unanime de solidarité avec le peuple palestinien et de soutien à ses droits.



Manifestation du 29 novembre devant la principale usine de CAF à Beasain contre l'implication de la société dans le projet de tramway de Jérusalem. (Txuri Ollo)

Lors d'un autre événement de solidarité du 29 novembre à Altsasu, en Navarre, deux maires du Pays Basque, Mikel Arregi, maire de Zestoa, et Francisco Javier Razquin Flores, maire d'Arbizu connu sous le nom de Rubio, ont appelé CAF à se retirer du projet. Leurs villages, Zestoa et Arbizu, sont jumelés avec Marda, au sud de Naplouse, et Birzeit, tous deux en Cisjordanie occupée.

« De forts liens de solidarité »

Arregi a dit à The Electronic Intifada qu'il était « important que CAF, très grande société de notre région, ne soit pas complice de la violation des droits des Palestiniens par Israël ».

Il a dit ensuite : « Nous sommes nombreux au Pays Basque à nous tenir aux côtés du peuple palestinien et nous ne voulons pas que ce projet se poursuive. Nous nous mobilisons donc pour l'arrêter. »

Il y a fréquemment des événements pour la Palestine au Pays Basque. Le 30 novembre à Donostia, l'écrivain palestinien Salah Jamal et le chef basque Zigor Iturrieta ont participé à un événement organisé par le conseil municipal du village, « Saveurs de Palestine », où l'implication de CAF dans le projet de tramway de Jérusalem a à nouveau été débattu.

La semaine dernière, Sahar Francis, de l'association de défense des prisonniers Addameer, et Nidal al-Azza, de l'association de défense des droits des réfugiés Badil, ont fait une tournée au Pays Basque.

Xabier Aguirregabiria, de Sodepaz, organisation espagnole de défense des droits de l'Homme, a dit que les opposants à l'implication de CAF dans le projet resteront mobilisés « jusqu'à ce que CAF ne soit plus complice de l'occupation israélienne ».

« Il existe de forts liens de solidarité entre les peuples basque et palestinien dus à notre expérience commune de la lutte pour nos droits et notre liberté, a-t-il dit. « La société civile, les politiques et les syndicats travaillent main dans la main au Pays Basque pour s'opposer à la participation de CAF à ce projet israélien de colonisation de Jérusalem Est. »

La participation d'entreprises aux crimes du régime israélien

d'occupation et d'apartheid représente une responsabilité juridique et est moralement répréhensible. Elle peut aussi faire du tort aux affaires.

La société française Veolia a été obligée de se retirer en 2015 du même projet illégal israélien après avoir perdu des milliards de dollars d'offres internationales à la suite d'une campagne BDS internationale soutenue.

CAF doit tenir compte de la demande croissante de ses propres ouvriers et de la société civile basque et palestinienne, et se tenir du bon côté de l'histoire en se retirant de ce projet illégal.

Alys Samson Estapé est la coordinatrice des campagnes européennes du Comité National BDS palestinien (BNC).

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)